

Arrêté

**Fixant des prescriptions complémentaires à la société LIXOL – GROUPE BERKEM
pour l'exploitation d'installations de fabrication de résine glycérothaliqes
située sur la commune de La Teste-de-Buch**

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

VU le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation N°14209 délivré le 5/02/1998 à la société LIXOL – Groupe BERKEM pour l'exploitation d'une installation de fabrication de résine glycérothaliqes sur le territoire de la commune de LA TESTE DE BUCH, à l'adresse suivante : 525 Boulevard de l'Industrie ;

VU le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 31/12/2025 ;

VU le courrier transmis à l'exploitant le 31/12/2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

CONSIDÉRANT que la société LIXOL, par courrier du 19/04/2022, a opté pour le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, conformément à l'article 1.III.A de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des risques d'incendie et d'explosion présents sur le site, la société LIXOL doit remettre une étude de dangers afin de réactualiser les prescriptions applicables au site, comme elle s'y est engagée ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Gironde ;

ARRÊTE

Article 1 : Étude De Dangers

La société LIXOL doit réaliser et transmettre à l'inspection des installations classées, **sous 6 mois maximum**, une étude de dangers répondant aux exigences de l'article L181-25 du code de l'environnement pour son site de La Teste-de-Buch, située 525 boulevard de l'industrie.

L'étude de dangers doit donc être réalisée conformément à [l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement](#) et en respectant les textes suivants (non exhaustifs) :

- l'arrêté du 29 septembre 2005, relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Article 2 : Vieillessement Des Installations

Les réservoirs de liquides inflammables du site sont soumis à l'article 29 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010. A ce titre, des inspections en exploitation détaillées conformes à cet article doivent être réalisées pour ces réservoirs. Aucun réservoir de liquides inflammables ne doit être exploité sans inspection en exploitation détaillée conforme à l'article 29-3 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 concluant à l'aptitude au service de ces réservoirs jusqu'à la prochaine inspection en exploitation détaillée.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 4 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-24 du code de l'environnement, le présent arrêté fait l'objet des mêmes mesures de publicité que celles prévues par l'article R.181-44 pour l'arrêté d'autorisation environnementale.

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr) pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 5 : Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société LIXOL – Groupe BERKEM.


Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Sous-prefet d'Arcachon,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de La Teste-de-Buch,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

27 JAN. 2026

Pour le Préfet, ~~le Préfet~~ ~~le Secrétaire Général~~
le Secrétaire Général
Le Préfet


François DRAPÉ

